

L'Humanité Rouge

Quotidien

des communistes marxistes léninistes de France

BP 61 75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72 D La Source

• Genevilliers **Lundi 7e jour
de la grève de la faim**

Plusieurs centaines de personnes ont assisté au meeting de soutien organisé par le Comité pour le retour de Said Smihi, expulsé arbitrairement en octobre 1977. Sa femme, Latifa Smihi, a entamé une grève de la faim pour briser le mur du silence qui entoure cette affaire et obtenir le retour de son mari, militant de l'Association des Marocains en France (AMF) et ex-vice-président de l'UNEM (Union nationale des étudiants marocains).

Pour soutenir les initiatives du Comité pour le retour de Said, le téléphone est 793 26 31 - poste 35 - Bourse du travail, 27, rue Louis Castel 92 230 Genevilliers.

En octobre 1977, 8 travailleurs marocains et algériens ont été expulsés sous le prétexte qu'ils avaient soutenu le Polisario.

Réunion du Conseil de l'Europe

L'Union européenne face au dollar

Vendredi et samedi, s'est tenue à Copenhague (Danemark) la première réunion de l'année du Conseil européen. Cette réunion à laquelle participait Giscard et les huit Premiers ministres de l'Europe de Neuf, a fixé la date des élections du Parlement européen au 7 au 10 juin 1979.

L'essentiel de l'ordre du jour a porté sur la politique économique et monétaire des Neuf en préparation de la confrontation avec les USA et le Japon prévue en juillet à Bonn.

Pour les dirigeants de la CEE, il s'agit de sortir de la crise, une crise marquée par une progression générale du chômage, l'inflation et une croissance économique qui piétine (taux de croissance égal à la moitié de celui des USA et du Japon).

Pour les commentateurs, les Neuf seraient parvenus à définir des orientations communes pour une politique monétaire européenne cohérente face au dollar.

Deux mesures ont été retenues :

1) Utilisation de l'unité de compte européenne dans les échanges entre banques centrales des Neuf en remplacement du dollar

2) Les moyens financiers du « Fonds européen de coopération monétaire » (FECOM) seraient multipliés par cinq, le FECOM devrait jouer le rôle d'un « Fonds monétaire international » à l'échelle de l'Europe.

Le fait nouveau de ce conseil réside dans le changement d'attitude de la RFA qui, jusqu'à présent, exigeait que la priorité soit donnée à la lutte contre l'inflation dans chaque pays, l'assainissement étant le préalable à l'union monétaire. Or, il semble que l'accord se soit fait sur la nécessité de relancer l'union monétaire de façon prioritaire.

Plusieurs raisons à ce changement : d'une part, la nécessité de faire front au dollar dont les fluctuations créent

l'instabilité monétaire en Europe.

D'autre part, la situation économique, financière et sociale des différents pays de la CEE s'est développée dans le sens d'un nivellement relatif. Pour les quatre grands, RFA, France, Angleterre, Italie, le nombre des chômeurs dépasse le million, la RFA, « paradis de paix sociale », est elle aussi secouée par de grandes grèves. Bref, la situation interne modifiée, la confrontation avec les USA crée les conditions du renforcement de la tendance unitaire.

La confrontation économique avec les USA vient d'être récemment illustrée par le chantage américain sur l'uranium: Carter n'a pu obtenir ni de l'Inde ni du Brésil l'arrêt de leur développement nucléaire.

Ces centrales sont montées par les pays européens. Alors, Carter menace l'Europe d'un embargo sur les livraisons d'uranium enrichi si elle refuse une renégociation des accords USA-Europe en matière d'atome, le but de Carter étant de mieux contrôler les livraisons de matériel nucléaire faites par les monopoles européens.

Ainsi, les décisions d'ordre économique et monétaire ont directement comme but de présenter un front commun face à la superpuissance américaine.

Parmi les autres sujets abordés par le Conseil « l'espace judiciaire européen ». L'Europe de la répression avance bon train.

CHIRAC SE REBIFFE

- Le RPR opposé aux projets socialo-centristes de Giscard
- Le RPR refuse de «se perdre dans l'Europe»
- Chaban exclu de la direction du RPR

Voir article page 8

Un millier à la manifestation de soutien au peuple iranien



Samedi après-midi, un millier de personnes ont manifesté de la Bastille au Père Lachaise à Paris pour soutenir la lutte du peuple iranien, pour soutenir les prisonniers politiques et pour protester contre la dictature du Chah. Un important déploiement policier quadrillait la place de la Bastille à 18 h 30, heure de départ des manifestants. La police a en début de manifestation arrêté deux personnes : un Éthiopien et un Français.

Tout au long du parcours, de nombreux mots d'ordre ont été scandés. Tels que : « Vive la lutte du peuple iranien », « Giscard complice », « Liberté pour les prisonniers politiques ».

Une marche de protestations a également eu lieu en Alsace.

Conférence de presse d'un membre du Comité central de la ZANU

«Nous pouvons balayer nous-mêmes le régime de Smith et c'est un grand plaisir de le faire par nous-mêmes»

Mercredi de la semaine dernière, Eddison Zvobgo, membre du comité central de la ZANU et chargé des relations publiques de la ZANU, a donné une conférence de presse apportant de nouvelles informations sur la situation au Zimbabwe. Dans le dernier quotidien, nous avons fait part de ses déclarations à propos de la guérilla et de son organisation. Aujourd'hui, nous relatons ce que nous avons appris à cette conférence sur les positions des différents pays sur le problème rhodésien et sur les réactions de la ZANU face à ces positions.

• Négociations avec les impérialistes anglais et américains D'accord pour négocier, mais pour une véritable indépendance

« En 1976, les Britanniques et les Américains ont avancé un plan anglo-américain pour enrayer la lutte armée, essayer de rétablir la paix au Zimbabwe dès qu'ils ont fait cette annonce, nous avons dit que nous étions d'accord pour nous asseoir à une table et négocier. Négocier non parce que nous croyons que la négociation est un remplacement de la lutte armée, mais nous ne lâcherons les armes que lorsqu'un accord sera intervenu.

C'est dans cet esprit que le camarade Mugabe (représentant de la ZANU) et le camarade Nkomo (représentant de la ZAPU) et nous-mêmes sommes allés à Genève.

DE NOUVEAUX POINTS D'ACCORD...

La conférence de Genève a eu lieu en novembre et décembre 1976 et nous savons qu'elle a échoué. Nous nous sommes rencontrés à nouveau, à Malte, le 13 janvier 1978. Elle fut très utile. Nous avons pu dégager des points d'accord. Les Britanniques, les Américains et le Front Patriotique sont d'accord sur la constitution d'un gouvernement de transition mais pas sur la composition de ce gouvernement. Nous nous sommes mis d'accord également pour poursuivre les négociations et comme on a pu l'apprendre ces jours-ci, une nouvelle rencontre aura lieu prochainement à Dar Es Salam. Nous, du Front patriotique, sommes déterminés sérieusement car nous pensons qu'une négociation peut évi-

ter que le sang continue de couler dans notre pays. Mais ce que nous voulons c'est que le peuple du Zimbabwe obtienne une véritable indépendance et pas une indépendance au rabais. Ce dont nous voulons nous assurer c'est que le gouvernement puisse contrôler l'ensemble des moyens de gouverner qui existent, c'est-à-dire, l'armée, la police, les fonctionnaires et la justice. Le peuple du Zimbabwe doit exercer sa propre souveraineté sur ses richesses naturelles. Tous les citoyens du pays doivent être égaux indépendamment de leur race et de leur sexe. Nous voulons être sûrs qu'il y aura une distribution équitable des ressources, sûrs que les criminels, ceux qui ont commis des meurtres, des génocides soient réellement punis. Il n'est pas question d'amnistie pour ces gens-là qui pratiquent le génocide.»

...MAIS LA GRANDE-BRETAGNE ET LES USA RÉCLAMENT TOUJOURS DES CHOSES ABBÉRANTES !

« Nous ne déposerons les armes que si nous arrivons à un accord à Dar Es Salam. On ne sait si on pourra y arriver car les Anglais et les Américains insistent sur des choses abberantes. Ils veulent toujours que le commissaire résident anglais, Lord Carver ait tous les pouvoirs durant la période de transition, qu'il ait les pouvoirs sur la police, l'armée. Le Front patriotique doit

jouer un rôle effectif pendant cette période. Par ailleurs, ils veulent une amnistie pour les colons, et nous refusons. Il y a seulement trente ans, quand Hitler a fait la même chose envers les Juifs, la France, la Grande-Bretagne, les USA et l'URSS ont dit que les criminels devaient être punis. Ils ont fait arrêter les dirigeants SS et les ont jugés au procès de Nuremberg. Les mêmes puissances veulent aujourd'hui que nous garantissons la liberté aux colons : est-ce que c'est parce que cette fois-ci les victimes sont noires ?

Nous ne voulons pas punir tous les colons mais seulement les dirigeants du gouvernement, de l'armée. Ce qu'il faut dire également, c'est que ce n'est pas nous qui avons rompu les négociations mais les Britanniques du fait de leur attitude. D'un côté, ils sont attachés au plan anglo-américain, Mugabé et Nkomo ont accepté de négocier sur cette base, mais d'un autre côté ils refusent de condamner le règlement interne. Nous, nous voulons continuer à négocier mais pour une véritable indépendance. »

• La France : un des premiers pays à coopérer avec le gouvernement raciste

« La France a toujours été un problème en Afrique car c'est un des pays les plus impérialistes en Afrique. Elle est très interventionniste. Elle n'est pas intervenue directement au Zimbabwe militairement mais elle le fait par le biais de l'économie. Nous avons de nombreuses preuves de cela. Smith dispose d'avions français qui lui sont parvenus par le biais de pêcheurs espagnols.

Smith, seul, n'est rien. Ce n'est qu'un instrument, il ne tient que par le soutien des pays capitalistes. Or, la France est un des premiers pays à coopérer avec ce gouvernement aux côtés de la Grande-Bretagne, des USA, de la RFA. Récemment à une réu-

nion du Conseil de sécurité de l'ONU, j'écoutais le discours de l'ambassadeur Français. Au début, j'étais prêt à applaudir quand il a commencé à critiquer le règlement interne mais je me suis dit « Attends un peu de voir comment il a voté ». Et au moment du vote où il s'agissait simplement de condamner et de rejeter les règlements internes, malgré ce qu'il avait dit auparavant, il s'est abstenu... »

« Le gouvernement français n'est pas constant. Les armes continuent d'affluer chez Smith et l'État français n'a accordé aucune aide aux réfugiés comme le font certains autres pays capitalistes et en particulier la Suède. »



Robert Mugabe, dirigeant de la ZANU.

• Nous ne voulons pas de Cubains !

« Nous ne voulons pas de Cubains ni d'autres troupes, nous n'avons besoin d'aucune troupe étrangère.

Nous pensons que nous sommes nos propres libérateurs. Nous n'avons pas de problèmes de personnel. Pourquoi des forces étrangères ? Nous pouvons balayer nous-mêmes le régime de Smith et c'est un grand plaisir

de la faire par nous-mêmes. Un pays qui vous a été donné par d'autres ne vaut rien. A travers la lutte révolutionnaire que nous menons, nous assumons également une transformation idéologique, c'est la plus grande université du peuple et nous ne voulons pas que dans notre pays, d'autres fassent les choses à notre place. »

• La Zanu, les pays africains et les mouvements de libération nationale

Un ouvrier noir posa une question sur ce qu'il pense du rôle des pays africains comme la côte d'Ivoire, le Zaïre, le Mali, voici la réponse d'Eddison Zvobgo :

« Nous, de la ZANU, nous avons dit clairement que nous sommes guidés par le marxisme léninisme et la pensée Mao-tse-toung. Nous sommes marxistes et nous le disons ouvertement. Nous n'avons pas l'intention de voir une bourgeoisie afri-

caine s'installer au Zimbabwe. Nous voulons casser le système capitaliste actuel dans le pays. »

Quant aux liens de la ZANU avec les mouvements de libération nationale, voici ce qu'il a répondu :

« Nous avons de très bonnes relations avec tous les mouvements que ce soit la SWAPO, le Front Polisario ou les autres. Nos relations ne peuvent être meilleures. »

• Espagne

Les travailleurs en grève dans un chantier naval de Vigo en Galice, ont dressé jeudi des barricades dans les rues de la ville. La police est intervenue pour les disperser. Les 1850 ouvriers de la société « ASCON » sont en grève depuis 42 jours pour protester contre le licenciement d'un de leurs compagnons. Depuis le début de la grève, 38 autres travailleurs, occupant pour la plupart des responsabilités syndicales sont menacés de licenciements.

• Danemark

Les étudiants iraniens qui avaient entamés jeudi une grève de la faim à Copenhague, ont été arrêtés

« L'Union des étudiants iraniens du Lund » qui organisait cette manifestation avait auparavant demandé l'autorisation de manifester. Celle-ci lui avait été refusée, les étrangers n'ayant pas le droit de la faire au Danemark. Les organisateurs ont pensé que cette manifestation avait pour but de faire connaître aux Danois

que 13 000 prisonniers politiques en Iran ont entamé le 12 mars une grève de la faim.

• Israël

Jeudi tout le secteur enseignant était paralysé par une grève de 60 000 enseignants. Ces derniers demandent un réajustement de salaires. Ils ont décidé une grève prolongée début mai si leurs revendications n'étaient pas satisfaites.

La grève de la compagnie nationale d'aviation

« El Al » se poursuit. Les employés de la compagnie ont reçu une lettre de la direction leur demandant de considérer cette période de grève comme faisant partie de leurs congés payés. Le gouvernement entrevoit contre ces employés la fermeture de la compagnie bien que cela entrave considérablement la vie économique du pays.

Quant à la grève de la marine marchande, elle a entamé sa onzième semaine de grève.

La grève de la radio et de la télévision se poursuit toujours.



3000 à Paris Vendredi soir «Heide torturée, par qui, pourquoi?»



Il est 18 h 30, déjà de nombreuses manifestantes sont réunies au métro Jean Jaurès, autour de la voiture sono. Les organisatrices expliquent les conditions mises par la police à la tenue de la manifestation. On en discute. (photo HR)



Une manifestation combative et déterminée. Parmi les manifestantes des femmes noires : « On torture à Paris aussi, comme en Iran et au Chili ! Nous sommes toutes concernées ». (photo HR)

Vendredi dernier, au métro Jaurès, dans le 19^e arrondissement, la manifestation parisienne organisée par le Collectif de soutien à Heide devait démarrer à 18 h 30.

Dès 18 h, un déploiement important de CRS et autres gardes-mobiles joue la provocation. Ils scrutent la foule du regard, choisissent une victime (un jeune gars à cheveux longs), s'approchent et l'emmenent de l'autre côté de la rue, dans un car bleu.

Il n'y a bien sûr aucune raison légale à ces « rapt » policiers. La manifestation est autorisée. De plus, tout le monde a le droit de se promener sur le trottoir, un vendredi soir... Les organisatrices de la manifestation interpellent les policiers.

Le commissaire assure qu'il n'y aura plus de gars emmenés. Mais il menace

« Nous encadrerons la manifestation. Nos forces sont en place sur tous les points du parcours. Au moindre incident, nous intervenons ».

Voulant avant tout que la manifestation ait lieu et que soit avancé un premier pas dans la mobilisation, les organisatrices acceptent à contre-cœur de manifester dans ces conditions. Elles expliquent la chose au micro. Il est 19 h. La manifestation se met en route. En tête, une grande banderolette mauve : « Heide torturée, par qui, pour quoi ? Nous saurons la vérité ». Les groupes de femmes à l'origine de la manifestation veulent sensibiliser l'opinion publique sur le cas de cette jeune Allemande retrouvée brûlée après avoir été emmenée de force par la police.

Tout le long du parcours qui nous amènera au métro Stalingrad en passant par

la rue de Crimée et la rue de Flandre, les femmes organiseront un cordon de protection autour de la manifestation. Cordon de protection face aux CRS omniprésents et face aussi aux « autonomes » ou prétendus tels.

Ultime provocation policière, rue de Flandre, sans raison aucune la police charge le milieu de la manifestation, mais en vain. Après un léger mouvement de panique, le cortège continue d'avancer. Métro Stalingrad, la dispersion se fait dans le calme et la détermination. Les CRS sont toujours là, contenus par un cordon de militantes... ce qui n'a pas l'air de plaire à ces messieurs, si on en juge par leur tête.

Au départ, les organisatrices ont appelé les « camarades hommes » à se mettre en fin de cortège pour « garder à la mani-

Contradictions au sein du PCF

Le «Parti des pauvres» a horreur du front de classe !

Alors que les dirigeants du PCF s'acharnent (tout en étant divisés sur la question) à faire porter la responsabilité de l'échec sur le seul Parti socialiste, les militants, eux, continuent de critiquer leur propre direction. Ceci, non pas sur de simples questions de détail ou de forme, mais sur le fond même de la ligne politique développée pendant la campagne électorale.

De simples travailleurs critiquent l'« ouvriérisme », c'est-à-dire la démagogie outrancière faite envers la classe ouvrière, alors que, dans le fond, ses préoccupations fondamentales ne sont pas réellement prises en compte. Ils parlent de « misérabilisme », la direction mettant unilatéralement l'accent sur la pauvreté pour toucher les cordes sensibles et non pour mobiliser la masse des travailleurs les plus pauvres dans une lutte de classe résolue. Ils font semblant de s'apitoyer sur leur sort mais passent sous la table la nécessité de la lutte classe contre classe (toute la classe ouvrière contre toute la classe bourgeoise).

La direction du PCF a auto-proclamé son parti « le parti des pauvres », alors qu'il y a proportionnellement de moins en moins d'ouvriers et de plus en plus d'intellectuels bourgeois, de cadres et d'ingénieurs et que ce sont ces couches aisées qui jouent de plus en plus le rôle de direction dans le parti. Le PCF s'attache beaucoup plus à recruter des petits patrons, des hauts cadres

de l'Administration... que de défendre les luttes des travailleurs immigrés (comme ceux de la Sonacotra) qui sont les plus exploités. Il refuse d'organiser toute lutte d'envergure contre le racisme, contre les mesures Stoléro. Ils n'ont pas été bavards dans la campagne électorale sur l'égalité des droits entre Français et immigrés.

Depuis bien des années, ce ne sont pas les intérêts de classe des ouvriers, ni bien sûr des petits paysans, qui guident la ligne politique du PCF, mais la soif de sa direction d'accéder aux postes de gestionnaires du système capitaliste avec ses compères tout aussi bourgeois et arrivistes que sont les dirigeants du PS.

Le dernier numéro de l'« Humanité-Dimanche » semble s'interroger : est-ce que la démagogie n'a pas été un peu trop poussée ? Il se demande si le PCF n'a pas fait « la part trop belle aux pauvres » (!), si « d'accorder la priorité aux plus défavorisés, de faire payer les riches, et s'il est intervenu comme il faut partout et toujours ? ».

« C'est possible qu'on ait écarté de notre intervention les travailleurs que l'on peut et doit gagner au changement (les employés). Avons-nous effrayé des gens qui ont cru se reconnaître parmi les riches alors qu'ils étaient très loin d'entrer dans cette catégorie ? N'avons-nous pas "agressé" parfois ? »

« Tout cela est possible, mais la question principale reste : avons-nous eu raison de placer au cœur de l'alliance le problème des plus défavorisés ? Le large rassemblement a horreur du flou, du front de classe, de l'addition mécanique de mécontentement ».

Enfin, ils crachent le morceau !

Ces messieurs, dirigeants corrompus, ont horreur du front de classe ! Donc du rôle dirigeant, hégémonique de la classe ouvrière contre la classe bourgeoise. Voilà qui montre, sans faire un long développement, quelle est la nature de classe et quelle classe ils entendent servir : la bourgeoisie.

A partir de là, il est évident qu'en aucun cas, le PCF ne conduira les travailleurs vers leur émancipation, mais cherchera au contraire à les maintenir toujours dans le cadre du capitalisme.

festation son caractère féministe ». Consigne qui sera (bon gré, mal gré) respectée.

Si cette manifestation est un succès dans la mobilisation pour que la vérité se fasse sur le cas de Heide, elle l'est aussi face à l'attitude de provocation constante de la police. Quel que soit le thème de la manifestation, il faut que la police se montre et avec insistance, surtout ces dernières semaines. Auriez-vous peur, messieurs du gouvernement ?

Une histoire de brochure

Une brochure du PCF sur « Les libertés », réalisée pendant la campagne électorale, devait être tirée à deux millions d'exemplaires. Y figurait entre autres une photo de Plioutch aux côtés de Juquin, illustrant une dénonciation de la répression dans les pays de l'Est. Certains dirigeants, dont Leroy, ont voté sa mise au rencart.

L'attitude à avoir par rapport aux « libertés » dans les pays social-fascistes (URSS, Pologne, RDA...) est donc aussi un point de contradiction alors qu'un grand nombre de militants du PCF considèrent à juste titre que ces pays ne sont plus socialistes.



• Millau

Où en est Henfer ?

Nous voilà au 56e jour après le dépôt de bilan. Nous sommes toujours dans notre entreprise à chercher une solution pour nos familles.

Malgré une légère démobilisation due au climat politique de ces derniers temps, nous nous retrouvons aujourd'hui plus mobilisés que jamais, pour conquérir le droit de travailler chez nous.

— Qu'allons-nous faire aujourd'hui ?

La première démarche a été de demander une entrevue au nouveau député, Monsieur Godfrain, candidat du RPR, dont le leader, Monsieur Chirac, a proclamé dans toute la France, que la première préoccupation de son parti était l'emploi, et qu'il mettrait tout en œuvre pour combattre le chômage. Nous donnons l'occasion à son représentant de prouver leur bonne foi. Nous espérons que cette première demande d'entrevue aura plus de succès que la première, car Monsieur Godfrain a été le seul candidat

qui n'a pas daigné nous répondre. Le souci de 40 familles n'est peut-être pas assez important pour qu'un député s'en préoccupe ?

Si toutefois les pouvoirs publics, ainsi que tous ceux qui ont le pouvoir de trouver une solution pour Henfer nous oublièrent, nous sommes prêts à leur rappeler que nous existons et nous emploierons tous les moyens possibles pour nous faire entendre.

Que l'on ne compte pas sur nous pour être des chômeurs bien sages.

Jusqu'à ce jour, nous avons peut-être sommé mais nous ne nous sommes pas endormis et nous ne tarderons pas à le prouver.

Ce que nous exigeons, ce n'est pas une place de mineur à Lodève, ou un quelconque travail en Lozère, à Toulouse, etc... Nous voulons vivre à Millau, et cela est possible de trouver une solution, à condition que ceux qui en ont les moyens le veuillent bien.

Les sections CGT et CFDT de l'entreprise Henfer

Pilotaz à Chambéry

Les 600 employés manifestent contre les licenciements

Les 600 employés, en majorité des femmes, ont manifesté mercredi dernier dans les rues de la ville contre les licenciements.

En effet, Monsieur Pilotaz est accusé par le comité d'entreprise, d'avoir fait des opérations douteuses : versement de commissions à une personne non salariée de l'entreprise, travaux effectués par le personnel de l'entreprise au profit du patron et sur le compte de l'entreprise, détournement de prêts accordés par la société au profit de la station d'Hauteluce dont le principal actionnaire est Pilotaz.

Ce dernier, ex-PDG voulait en 1975 ouvrir une usine au Maroc et avait déménagé une partie des machines pendant les vacances d'été. La mobilisation des ouvriers et ouvrières a fait échouer la manœuvre.

Au Maroc, le salaire des femmes est de 700 F brut pour 40 heures.

Correspondant HR

Le SGEN-CFDT demande le boycottage du 12e congrès international sur le cancer qui doit se dérouler en Argentine

Le Syndicat général de l'Éducation nationale CFDT demande à tous les scientifiques de boycotter le 12e congrès international sur le cancer, qui doit se tenir du 5 au 12 octobre en Argentine.

Le SGEN-CFDT appelle « tous les travailleurs de la recherche médicale en France, à ne pas apporter leur caution, de quelque manière que ce soit, à une telle entreprise », ajoutant que « diverses manifestations internationales risquent de servir à cacher l'assassinat légalisé de plusieurs milliers de personnes et à accentuer encore les mesures répressives ». En effet des mesures exceptionnelles vont être prises pour que ces manifestations se passent « dans de bonnes conditions » : les récents massacres et les « nettoyages » des prisons trop voyantes sont là pour en témoigner.

• Palaiseau-Foyer Sonacotra

Succès d'un meeting local

Le samedi 1er avril se tenait à la MJC de Palaiseau, un meeting des travailleurs immigrés de la Sonacotra, en grève des loyers, meeting à l'initiative des deux foyers de Massy et de leur comité de soutien.

Au rez-de-chaussée se tenait une exposition de panneaux retraçant les grandes

bianche dans les foyers est actuellement mauvaise et qu'aux problèmes économi-

combien il est urgent de combattre le racisme, les divisions, de combattre pour l'unité de classe du prolétariat.

Quoi qu'il en soit, ce meeting est un succès et la détermination des résidents à vaincre n'a d'égal que l'unité de leurs 24 nationa-

lités. Si la lutte continue, c'est uniquement parce que l'ensemble des résidents en grève sont conscients de leurs intérêts exprimés dans toutes les revendications, c'est parce que leur lutte est juste et la victoire certaine.

Un camarade



La Sonacotra, une lutte qui dure et s'amplifie depuis plus de trois ans.

périodes de la lutte au plan national, tandis que plusieurs autres présentaient la situation au niveau des foyers de Massy. Une table de vente présentait plusieurs publications du Comité de coordination (brochures, calendriers, journaux, etc...). Au sous-sol, environ 200 personnes, Français et immigrés assistaient au meeting. Celui-ci débuta par un montage diapo de la commission culturelle du Comité de coordination sur les origines et les buts de la lutte, suivi d'une attraction culturelle. Après une courte pause, les comités de résidents des foyers V. Bosch et Ampère et le Comité de coordination sont intervenus en français et en arabe.

Un délégué rappela l'organisation et l'unité des travailleurs en lutte et dénonça les manœuvres des directions syndicales cherchant à négocier avec la direction de la Sonacotra, niant de ce fait, l'existence même du Comité de coordination, structure de direction de la lutte, seule habilitée à négocier, alors que l'une des revendications des grévistes est justement la reconnaissance du Comité de coordination en tant que tel.

Les mesures Stoléro furent également dénoncées comme étant des manœuvres de la bourgeoisie, manœuvres racistes contre l'immigration visant à rendre responsables les travailleurs immigrés du chômage et de la crise.

On parla également de cette désormais célèbre lettre de Stoléro au ministre de l'Intérieur, dans laquelle Stoléro prétend que « l'am-

ques s'ajoutent de plus en plus des problèmes de violence. » Ces problèmes de violence, qui par une logique certaine menacerait les dirigeants et les gérants de la Sonacotra, alors que c'est bien elle, la Sonacotra et ses gérants racistes, qui par l'intermédiaire de groupuscules et de commandos fascistes, sont les responsables de multiples agressions et autres actes criminels visant à briser la lutte. Faut-il rappeler que depuis un an environ, il ne s'est pas passé un seul mois sans que plusieurs agressions de ce type soient commises, visant en premier lieu les immigrés, moteurs de la grève.

Enfin, un membre du Comité de coordination, lança un appel à l'unité des travailleurs Français-immigrés, applaudi par tout la salle.

Le meeting se termina au son d'une chorale arabe, aussitôt après qu'un vibrant hommage à la cause du peuple palestinien fut lancé et repris dans l'enthousiasme par l'assistance.

Ce meeting fut un succès la mobilisation dans les foyers est importante, mais il est regrettable de constater que la mobilisation des travailleurs français fut faible. En effet, ceux-ci n'étaient que peu présents. Cela prouve que loin d'être inefficace, la logique de la bourgeoisie qui consiste à isoler les travailleurs immigrés en développant le racisme, à diviser la classe ouvrière est encore très influente, cela prouve en même temps

• Paris

Relatif succès de la grève à la CME

Les chauffeurs livreurs CME du « 75 Express » le 28 mars ont décidé en Assemblée générale de cesser le travail pour les revendications suivantes :

Salaires : augmentation de 200 F pour tous incorporation de la prime dans le salaire. Actuellement les points-retraite et les remboursements de la Sécurité sociale se fixent sur le salaire de base de 2 200 F.

Conditions de travail : Embauche de personnel types de véhicules (J.7, de matériel de manutention. Aujourd'hui on compte 8 diables pour 40 chauffeurs, pas de Fenwick.

Sécurité du travail : vu le rendement imposé aux chauffeurs : 30 clients le matin, 20 l'après-midi, la sécurité est inexistante, pas de chaussures de sécurité, pas de vêtements de travail, les quais pas adaptés au déchargement de certains types de véhicules (75, estafettes).

Les camions chargés, la décision est prise de bloquer les quais avec formation d'un piquet de grève. Dans un premier temps, la direction par l'intermédiaire du chef de chantier menace de fermer le chantier.

Ensuite, après une heure de discussions avec la direction de la Sceta, il res-

sort que toutes les revendications sont rejetées. Des initiatives de popularisation sont prises : panneaux expliquant les raisons de la grève, tract appelant à la solidarité qui est distribué à tous les chantiers du groupe de la région parisienne.

Le 29 mars devant le refus de la direction de négocier, la grève est reconduite. Une délégation de grévistes se rend au siège social de la Sceta, le grand patron est en voyage...

Après de multiples entrevues et négociations, les ouvriers ont obtenu :

- 1,9 % au 1/1/78 au titre du rattrapage de 1977.
- 2,5 % au 1/3/78 avec évolution des salaires en parallèle avec ceux des non-cheminots de la Sceta,
- des vêtements de travail, des locaux sociaux, du matériel de manutention.

La reprise du travail est alors décidée pour le 30 mars au matin.

LA CME

C'est la Compagnie de manutention et d'entreposage qui est une filiale de la Sceta, elle-même filiale de la SNCF.

Sur le chantier du « 75 Express », il y a une quarantaine de chauffeurs. Le seul syndicat présent est la CFDT.



● Malakoff-Thomson CSF

Grève des câbleurs contre le rendement et pour l'augmentation des salaires

Depuis trois mois, les travailleurs du câblage et de la micro-électronique débrayent pour :

- La suppression du travail au rendement avec une compensation égale pour tous.
- Pour une augmentation de salaire de 420 F.

A Malakoff, plus de 200 travailleurs de la production sont astreints à des temps. S'ils font leur travail plus vite, ils ont une prime « boni », s'ils sont en retard sur le temps, ils payent « un mali », qui est une somme d'argent reprise sur un boni précédent. Les temps sont de plus en plus difficiles à tenir : le travail est plus complexe, la fatigue s'accumule, les bons de travaux sont distribués à la tête du client.

Ce système de rendement permet au patronat

Nous ne voulons aucune amélioration de ce système pourri. C'est à l'unanimité que l'assemblée des grévistes a rejeté les propositions de la direction qui revenait à une amélioration des temps de 5% : c'est-à-dire... de trois minutes par heure !

Au début, c'était des débrayages « classiques » : rien de bien affolant pour la direction. Il n'y avait pas de pratique démocratique. Puis petit à petit les câbleuses (il y avait 80% de femmes) et les câbleurs se sont mis en colère.

A la traditionnelle visite polie à la direction, pleine de « S'il vous plaît, Monsieur pourriez-vous... » a succédé l'entrée en masse dans le bureau du personnel. Chaque langue s'est déliée ; l'exploitation, l'injustice les brimades de la hiérarchie tout éclatait librement.

Les directeurs du centre étaient à plusieurs reprises entourés dans le hall de la cantine.

A l'atelier, la production est ralentie considérablement et les grévistes font un bruit infernal à l'aide de boîtes, de maillets...

En assemblée générale, ils refusent à plusieurs reprises les chantages du patron : « Arrêtez le bruit, on négociera », « abandonnez la revendication des 420 F, on négociera... »

Puis la semaine dernière, les choses se sont corsées. Les grévistes ont entouré le chef du personnel dans le hall de la cantine, faisant un « sit-in » dans les escaliers montant au restaurant.

Le chef du personnel a bousculé une câbleuse puis a jeté violemment à terre une autre qui se trouvait devant. Aussitôt nous avons provoqué un débrayage de toute l'usine, côté production et pendant 2 h nous avons envahi le bureau du chef du personnel.

Le lendemain un débrayage des deux secteurs de l'usine avait lieu : la direction avait un huissier sous son bras au cas où nous pénétrions à nouveau dans le bureau.

de pratiquer de bas salaires (2 400 F net). A l'embauche, on vous fait miroiter le boni, comme un moyen d'arrondir les fins de mois : crevez-vous la santé, esquintez-vous les nerfs pour 200 F de mieux à la fin du mois...

Ce système de rendement est un moyen efficace de diviser les travailleurs. Les rallonges en dépendent...

« A Malakoff, les câbleuses et les câbleurs en ont eu assez : - Plus de rendement, des temps purement indicatifs, une compensation égale pour tous ». La direction propose en effet de « récompenser » ceux qui sont les plus rapides, mais nous nous refusons tout nouveau système de division.



Manifestation de la Thomson-CSF. Aujourd'hui, le câblage lutte contre le travail au « boni », le câblage, c'est 80% de femmes.

LE RÔLE DES DIRIGEANTS SYNDICAUX CGT ET CFDT

Dès le début de la grève il y a eu opposition de la part des dirigeants de la CGT pour étendre le mouvement. Pourtant le travail au rendement concerne d'autres ateliers de la production : mécanique, etc. Mais la CGT ne veut que des grèves par secteur... Surtout qu'à l'époque il y avait la perspective des élections.

Depuis les actions dans le bureau du chef du personnel et à la cantine ils font tout pour calmer les choses : plus d'action de ce type. (les dirigeants CFDT en pensent autant mais se montrent particulièrement discrets)

Ils font l'analyse qu'ils ont été débordés, que nous ne devons pas tomber dans la provocation... Un journaliste de « l'Humanité » a fait un article complètement pleurnichard, en faisant bien entendu les formes de lutte. Surtout ne pas parler d'une violence de masse légitime. Bien sûr les travailleurs peuvent laisser un jour leur colère mais ils faut vite reprendre les choses en main

On se rend bien compte que ce que nous voulons - nous grévistes - remet en cause un système fondamental d'exploitation - a brisé un certain temps toutes les bonnes vieilles règles d'ac-

tion syndicale classique. C'est pour cela que nous affolons le patron mais aussi que nous faisons peur aux syndicats à la sauce Union de la gauche.

A Malakoff, câbleurs et câbleuses ne nous laissons pas manœuvrer

Poursuivons la lutte pour la suppression du travail au rendement et pour une augmentation de salaire en somme fixe.

Correspondant HR

● Saint-Nazaire

EATON : «On a gagné»

Les 280 ouvriers de chez Eaton à Saint-Nazaire ont remporté une victoire complète. Les ouvriers de cette entreprise américaine qui fabrique des boîtes de vitesses s'étaient mis en grève à 90% le vendredi 24 mars pour lutter contre les mesures vexatoires de la direction et obtenir de meilleures conditions de travail. Le lundi 3 avril à 9 h du matin, les négociations s'ouvraient avec la direction après que les ouvriers aient accepté de reprendre le travail. Mais il était convenu entre tous de repartir en grève si la direction ne donnait pas satisfaction au bout d'une heure de négociation. Effectivement à 10 heures, les négociations en-

Alors les travailleurs débrayèrent massivement et la direction finit par céder sur tout sauf sur le paiement du lundi de Pâques. Deux débrayages dans l'après-midi permettent d'obtenir ça aussi.

Cette victoire est d'autant plus importante que les patrons de cette boîte américaine comptaient bien faire échouer cette première grève dans l'usine. Ils en sont pour leurs frais.

L'unité d'action à la base, maintenue tout au long de la grève, parmi les travailleurs au moyen d'assemblées générales des syndiqués et de tout le personnel explique pour une bonne part le succès.

Correspondant HR
St-Nazaire

la France des luttes

Soutenons les travailleurs de Nord-France à Lagny (77) dans leur lutte contre la répression

Le chantier Nord-France de Lagny était en grève depuis le 8 mars, associé dans la lutte aux trois autres chantiers de Paris, dans une revendication commune d'augmentation de salaires, des primes d'outillage et de déplacement.

Alors que les grévistes entamaient leur quatrième semaine de lutte, la direction du chantier a voulu, comme à Paris, casser leur combativité, en fermant leur chantier au lendemain de Pâques. Peine perdue, les travailleurs ont réussi à forcer l'entrée et à réoccuper le chantier. Depuis, intimidations et pressions n'ont pas cessé. Jusqu'à la majorité (46 contre 9) se prononcent pour continuer la grève. Mais 4 semaines sans salaire, alors que la popularisation d'alentour (la zone industrielle se trouve juste à côté) n'a pas été prise en main, c'est long !

Il faut dire que les travailleurs sont tous immigrés et qu'aucune structure d'organisation n'était en place. Depuis, et c'est un aspect positif dans le bilan, la majorité se sont syndiqués à la CGT.

Après une négociation le lundi 3 avril où la direction n'a pas voulu céder plus que les miettes acquises quinze jours avant, les travailleurs décidaient en assemblée générale de reprendre le travail.

Le patron, lui, continue la répression : il assigne en référé ce vendredi 7 avril, à 9 h 30 au tribunal de grande instance de Meaux, seize des plus combatifs parmi les grévistes sous le prétexte d'« atteinte à la liberté du travail ». Ce qui est faux, les grévistes en assemblée générale décidaient eux-mêmes de la manière de mener la lutte et il n'y a pas eu de violence.

Cependant, 33 plaintes ont été recueillies. Le hic pour la direction, c'est que les travailleurs ne se sont pas isolés de leurs camarades de Paris où il s'est passé la même chose mardi 4 avril. Au tribunal de Paris où

se sont présentés les délégués pour le même motif, on a découvert le pot-aux-roses : les plaignants, en fait, avait cru en toute bonne foi, signer un accord pour être payés de leurs journées de grève !

Après quatre semaines de grève, le bilan reste à tirer pour les travailleurs du chantier Nord-France de Lagny : déjà ils comptent comme très positives la mobilisation de la majorité des travailleurs et leur unité dans la lutte, ainsi que le fait qu'ils aient commencé à s'organiser syndicalement.

Mais plus que jamais il faut les soutenir dans leurs revendications et contre la répression !

Leurs revendications :

- Une augmentation horaire à 17,20 F (ils étaient à 15,45 F)

- La carte orange et une augmentation de la prime de déplacement.

- 3% d'augmentation pour l'outillage qu'ils paient eux-mêmes.

- 10 minutes prises sur le temps de travail.

- Le paiement des journées de grève.

- Ce qu'ils ont obtenu :

 - 4% d'augmentation (même s'ils sont prévus annuellement dans les accords paritaires).

- La carte orange... mais la direction a diminué la prime de déplacement.

- La direction veut leur donner 120 F... à condition que les outils soient neufs et la caisse soit complète! Pour le déshabillage, les dix minutes ont été accordées.

- 75% serait donné à condition que les ouvriers les récupèrent en heures supplémentaires après la reprise du travail !

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

CARO-BRM (PARIS)

A la suite du mouvement de grève mené en février par seize opérateurs de la société CARO-BRM (microfilms, microfiches) et après la signature, le 17 février, d'un protocole d'accord semi-satisfaisant, la direction a immédiatement riposté par une charrette de onze licenciements.

La section syndicale de CARO-BRM et le BETOR-PUB/RP ont intenté une action en justice (référé) qui s'est soldée par un échec, le juge s'étant déclaré incompétent.

La lutte pour la réintégration des camarades licenciés continue !

Grande manifestation de soutien le mercredi 12 avril à 17 h, devant les grilles de CARO-BRM, au 123, rue de Reuilly - Paris 12e (métro Daumesnil).

Une conférence de presse à laquelle sont conviés tous les journalistes aura lieu avant le début de la manifestation.

**Abonnez-vous à
l'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**

Abonnez-vous !

SI VOUS VOULEZ CONNAITRE NOTRE
JOURNAL

Vous avez deux possibilités :

- Le réclamer chaque jour chez votre marchand de journaux.
- Vous abonner en renvoyant le bulletin d'abonnement ci-dessous.

COMMENT S'ABONNER ?

Remplir le coupon d'abonnement et le renvoyer à l'adresse suivante :

L'HUMANITÉ ROUGE
BP 61 75861 PARIS CÉDEX 18
Paiement par chèque ou mandat
CCP 30 22672 D LA SOURCE

QUOTIDIEN

	pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	350 F	500 F	700 F
6 mois	180 F	250 F	360 F
3 mois	90 F	150 F	180 F
1 mois	30 F (22 No)	50 F	60 F

BIMENSUEL

	Pli ouvert	abt de soutien	pli fermé
1 an	75 F	100 F	150 F
6 mois	38 F	50 F	76 F
3 mois	20 F (7 No)	30 F	40 F

Cocher la ou les cases coorespondant à la formule choisie.

Nom : Prénom :
Rue : Commune :
Code Postal :

Demande de contact

- Parce que j'aspire à combattre fermement le capitalisme et refuse les fausses solutions des partis de gauche ;

- Parce que je désire participer à l'édification du parti marxiste-léniniste unique ;

Je demande à prendre contact avec l'organisation des communistes marxistes-léninistes de France.

Dans ce but, l'Humanité rouge peut me joindre à l'adresse suivante :

Nom :
Prénom :
Adresse :
Profession :

Elle porte plainte contre son père pour viol

Une jeune fille de dix-huit ans, habitant Marseille, Josette R. a déposé plainte pour viol contre son père âgé de quarante-quatre ans. Celui-ci, qui vit séparé de sa femme, avait rencontré par hasard sa fille mardi dernier dans la rue. La jeune fille a raconté qu'il l'avait obligée à l'accompagner dans sa chambre d'hôtel où il l'a violée. Josette a déclaré que son père avait déjà abusé d'elle et de sa sœur alors qu'elles étaient âgées de neuf et dix ans.

Le viol des pères sur leurs filles ou des frères sur leurs sœurs, appelé pudiquement inceste, constitue la majorité des viols dans notre société. En ce qui concerne le viol des filles par leur père, une des

raisons de son existence tient au fait que la mère, lorsqu'elle a eu de nombreux enfants et qu'elle s'est usée au travail et à la maison pour élever les enfants, a perdu aux yeux de son mari sa caractéristique d'objet sexuel. Pour le père qui se rend coupable de viol, c'est alors la fille qui prend le rôle que sa femme ne possède plus à ses yeux.

D'une manière générale, le viol de loin le plus répandu est le fait, non pas comme on peut le croire d'hommes qui agissent sur une femme inconnue, non pas le fait d'individus malades psychologiquement ou sexuellement, il est au contraire le fait d'individus qui sont parfaitement sains et les victimes en

sont des femmes que le violeur connaît bien et qui font partie de son entourage. Le viol, donc, a pour origine le fait que le violeur considère la femme comme un objet de plaisir pour lui et qu'elle doit lui céder de gré ou de force.

Il y a en France 22 000 viols par an. Comparative-

ment à ces chiffres, très peu de femmes violées portent plainte et le viol est considéré, dans la plupart des cas, comme un objet tabou.

Le fait que le violeur soit quelqu'un de l'entourage de la victime est une des raisons, entre autres, de ce silence.

Une touriste allemande violée au Havre

Une jeune touriste allemande de dix-huit ans a été violée, lundi dernier 3 avril, par deux jeunes gens qui ont été arrêtés vendredi 7 avril.

La jeune fille a été également rouée de coups sans doute pour s'être défendue et n'avoir pas voulu céder aux deux violeurs.

Télévision

Jeudi 13 avril

à 20 h30 sur TF1

Jean Christophe

No 7 Emmanuel

Feuilleton TV en neuf épisodes d'après l'œuvre de Romain Rolland.

A 20 h 35 sur A2

De mémoire d'homme :

L'affaire Von Rath

1938. Le jeune Herschel Faibel Grynzspan âgé de 17 ans, fuit l'Allemagne nazie et se réfugie en France. La police française lui donne 4 jours pour quitter le territoire. Apprenant que sa famille vient d'être déportée en Pologne, il décide de faire un geste pour attirer l'attention sur les persécutions dont les juifs sont l'objet. Il se rend à l'ambassade d'Allemagne et abat l'attaché culturel Ernst von Rath.

En Allemagne les nazis réagissent en organisant la fameuse « Nuit de cristal » où magasins juifs et synagogues sont mis à sac et incendiés. En France l'instruction du procès de Grynzspan qui s'est fait rapidement arrêté gêne et inquiète. En 1940, les nazis récupéreront Grynzspan dans les prisons françaises et l'emmèneront en Allemagne. Nul ne semble savoir ce qu'il est devenu.

Vendredi 14 avril

A 17 h 55 sur A2

La peinture chinoise

Un art aux traditions deux fois millénaires très mal connu en Occident.

A 20 h 30 sur FR3

Les dossiers noirs : le mystère Kennedy

No 1 : Un certain Lee Harvey Oswald

C'est la première des trois émissions réalisées par Jean-Michel Charlier. C'est un travail très important qu'a dû entreprendre le réalisateur pour le compte de FR3 : un an de préparation en France, quatre mois de tournage sur place, 30 heures d'intervention, huit heures d'archives filmées, pour trois heures d'émissions. Durant son enquête aux USA, Jean-Michel Charlier a été à plusieurs reprises l'objet de pressions et même de menaces de mort.

C'est la première tentative sérieuse en vue de faire une synthèse approfondie de l'énorme dossier Kennedy. Une chaîne de TV américaine a acheté l'émission, il paraît que c'est la première fois que ça se passe.

A 21 h 40 sur FR3

La révolution nucléaire no 2

L'atome pendant la guerre

Cette deuxième émission porte sur la fabrication par les Américains de la première bombe A, son premier essai le 16 juillet 1945 dans le désert du Nouveau Mexique et ses 2e et 3e essais, quelques semaines, plus tard sur Hiroshima et Nagasaki.

Au cours de cette seconde émission, aussi intéressante que la première, vous pourrez constater avec quelle désinvolture, les responsables de cette catastrophe, se justifient en disant à tout bout de champ « C'était la guerre ».

UNE NOUVELLE BROCHURE EST PARUE



LA
QUESTION
DE

L'ENERGIE NUCLEAIRE



PRIX 5F

Passez vos commandes et libellez vos chèques à :
APN - Editions
BP 279 - 75 886 Paris
Cedex 18

La mort noire sur 200 km de côte et 90 m de profondeur

Conférence de presse des comités anti-marée noire de Brest.
 Un marin-pêcheur : «Du pétrole à 90 mètres de fond».
 Un médecin : «On ne connaît pas encore exactement tous les dangers de ce pétrole»

Les vents de nord-est ont déplacé la nappe de pétrole vers l'île d'Ouessant et même vers la rade de Brest. C'est ainsi 200 à 240 kilomètres de côtes qui sont polluées. De plus en plus, la véritable pollution apparaît dans toute son ampleur : le pétrole se mélange à l'eau de mer jusqu'à 90 mètres de profondeur.

Au cours de la conférence de presse qu'ils ont tenue la semaine dernière au Centre social de Belleville, les comités anti-marée noire de Brest ont fait le point de la situation des côtes bretonnes.

CE QUE CACHE LE BÉNÉVOLAT

Pour les comités anti-marée noire, les appels au bénévolat ne sont qu'un moyen de cacher l'impuissance du plan Polmar et des pouvoirs publics. « Bien sûr, il est important de nettoyer les plages, mais il est plus important encore de dénoncer les véritables responsables, de réfléchir sur les causes et l'absence de mesures gouvernementales. En aucun cas, il ne faut par le bénévolat masquer ces réalités ».

Il fut rappelé l'action menée par les comités anti-marée noire sur la plage de Kerlouan (nous en avons rendu compte dans un numéro précédent). Cette action a permis aux militants des comités d'aller nettoyer les plages d'une part, mais pas de n'importe quelle manière : en posant leurs déchets, dans quelles conditions travaillons-nous ? et en discutant avec les soldats et paysans qui participent au ramassage.

UN FILET DE FOUTU

Le marin-pêcheur qui prit ensuite la parole montra aux journalistes et aux personnes présentes le filet qui avait été récupéré. Il était posé par 80 ou 90 mètres de fond : maculé de pétrole.

« Je l'ai acheté en janvier. Il était neuf. Je ne serai indemnisé qu'à 70 %. Vous pouvez juger de la perte que c'est ».

Le fait que le pétrole se répande dans l'eau est lourd de conséquences pour les poissons, les œufs ou les crustacés qui avalent ce poisson et en meurent. « A 65 mètres de fond, la teneur en pétrole est aussi forte que la teneur en sel. Pour les périodes de ponte, les œufs seront recouverts de pétrole ». C'est là un manque à gagner énorme pour l'avenir et que les indemnités ne couvrent pas encore.

3 % DE BENZENE

Un médecin de Landéda a relevé les dangers que présente le ramassage du pétrole sur les côtes : irritation des yeux, de la peau, des voies respiratoires supérieures, d'autant plus dangereuses pour les personnes souffrant habituellement d'allergie.

Il existe quatre stades d'intoxication générale possible :

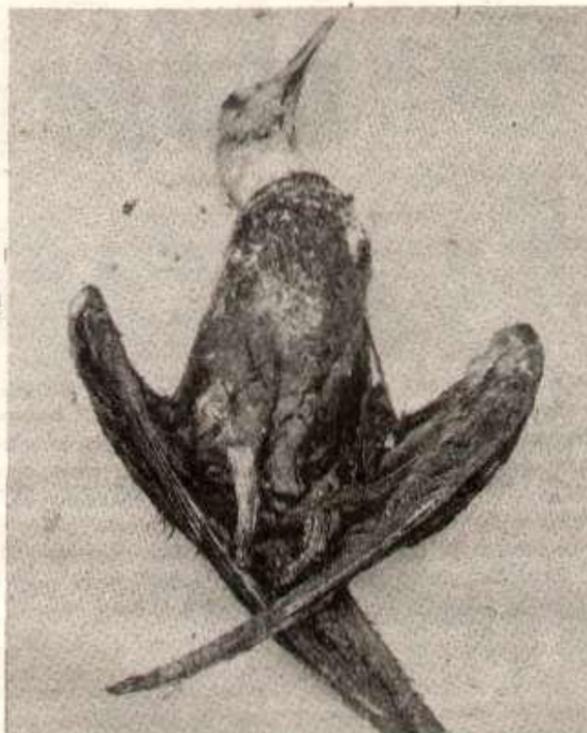
- Premier stade : maux de tête, nausées, vomissements.

- Deuxième stade : démarche comme en état d'ébriété, diarrhée.

- Troisième stade : loquacité et « ivresse du pétrole ».

- Quatrième stade pouvant aller jusqu'au coma et à l'étouffement respiratoire.

Enfin, le mazout avalé est extrêmement grave pour le système alimentaire et provoque de véritables intoxications. Il semblerait que c'est par absorption de pétrole, en tombant



Des oiseaux morts par milliers, sur des plages salées par le pétrole... et plus profondément tout l'équilibre naturel brisé pour des années. (Photo Letissier).



Les plages bretonnes en état d'occupation militaire. (photo HR).

dans une fosse qu'un soldat du 41e RIMA serait mort près de Lannion. Il faut préciser que le secret le plus grand règne autour de ces cas et que cette rumeur persistante n'est pas officiellement confirmée.

La composition du pétrole est elle aussi gardée secrète par la Shell ; des études récentes faites en Angleterre permettent cependant de dire qu'il contient 3 % de benzène, substance très nocive pour le foie, les reins, la moelle osseuse, la fabrication de globules blancs.

On ignore, à l'heure actuelle, le mode de fixation de ce pétrole dans l'organisme. Ce qui veut dire que s'il se fixe dans tel ou tel organe, il y aurait danger de pathologie-retard, c'est-à-dire de maladie se révélant avec un certain retard.

La situation est d'autant plus complexe que ce pétrole contient plus de 1 000 composants (semble-t-il) dont plusieurs connus pour leur action cancérigène.

LA MARÉE DE LA MORT

Ces dangers sont sensibles pour les personnes qui entrent directement en contact avec le pétrole, mais aussi pour les gens de la côte qui respirent le pétrole évaporé (90 000 tonnes sont évaporées) et pour la faune et la flore marines et des sables (100 000 tonnes se sont mélangées à la mer sous forme d'émulsion).

A cette conférence de presse, un animateur de la clinique des oiseaux de Portsall a aussi pris la parole. Nous reviendrons sur sa déclaration dans notre édition de demain.

De notre envoyé spécial

Le numéro 23 de la « Jeune Garde Rouge » vient de paraître : « Après la marée noire, les CRS se déchainent », articles aussi sur les grèves dans les CET de Bretagne et dans les Ecoles normales.

Editorial Des jeunes par milliers

A Brest bien sûr, mais aussi dans toute la Bretagne, à Paris également, lors de la manifestation de jeudi dernier, la jeunesse était aux premiers rangs de la riposte.

Sur les côtes touchées par la marée noire, les premiers à se lever et à descendre dans les rues étaient les marins-pêcheurs, les plus directement concernés. A leurs côtés, tout de suite et très déterminés, des milliers de jeunes.

« Mazoutés aujourd'hui, radio-actifs demain » c'est sur ce slogan que des milliers de manifestants ont par deux fois débordé la manifestation intersyndicale de Brest, comme cela s'est produit ailleurs aussi. Parmi ces milliers de personnes, la majorité étaient des jeunes, des lycéens et des étudiants. Face aux flics, ils n'ont pas hésité à employer des moyens violents : pour la première fois à Brest, des cocktails molotov ont été lancés, sans parler des pluies de pierres qui ont répondu, deux heures durant, aux grenades lacrymogènes et offensives des CRS et gardes mobiles !

Bien sûr, dans ce mouvement de masse spontané, il y a eu des « à côtés » qui ont permis à la presse bourgeoise de parler de « casseurs ». Mais là n'est pas l'essentiel du phénomène.

Quand le premier avril, à Brest, 2 à 3 000 personnes débordent la consigne des dirigeants de gauche et s'avancent vers la préfecture maritime, ce ne sont pas 2 à 3 000 « casseurs ». Ce sont 2 à 3 000 jeunes dont la révolte contre les crimes du capitalisme ne peut se satisfaire des dénonciations plates et ronronnantes des élus du PCF ou du PS.

Dès les premiers jours de la catastrophe, les étudiants (et leurs professeurs) de la faculté de Brest ont cessé le travail ; on ne pouvait rester là dans les amphes, il fallait faire quelque chose. Et les jeunes furent nombreux à se retrouver dans les comités anti-marée noire.

Organisés en plusieurs commissions, les comités anti-marée noire permettent à de nombreux étudiants de rencontrer des militants paysans ou marins-pêcheurs, d'aller sur les lieux de la catastrophe et de discuter avec les habitants des villages.

Tout cela rappelle Mai 68. Bien sûr on ne refait pas l'histoire 10 ans après. Bien sûr aussi, Brest ce n'est pas les barricades. Mais cette volonté des jeunes de se lier aux travailleurs, cette résistance violente à la répression policière, cette idée que c'est toute la société qu'il faut revoir, c'est bien ce qui animait ceux et celles qui tenaient les barricades il y a 10 ans.

En bref...en bref...en bref...

DEUX SORTES DE PÉTROLE

J'ai eu l'occasion de discuter avec un docteur de la SAMU à Brest. Il m'a dit que d'après les documents de la Shell, il y avait deux sortes de pétrole dans l'Amoco Cadiz.

L'un d'une densité de 0,34, et l'autre de 0,84. C'est ce dernier que l'on retrouve dans les filets et le premier qui se mélange en émulsion dans la mer.

L'ABER BENOIT

Les abers sont des bras de mer qui s'enfoncent dans les terres. Ils sont très riches en cultures de coquillages (huîtres notamment).

A l'aber Benoit, tout est noir, irrécupérable. Les ostréiculteurs ont sauvé les huîtres. Mais la question se pose pour l'avenir. Les gens qu'ils emploient risquent de se retrouver au chômage.

L'USINE DE GOEMON DE LANNILIS

L'usine de goémon de Lannilis va sans doute fermer ses portes. Lors de l'échouage, l'usine avait une réserve d'un mois. Aujourd'hui la fermeture menace, faute de goémon traitable industriellement : tout est mort.

Cela ferait 100 à 120 travailleurs au chômage. On parle d'importer des algues pour continuer à travailler, mais c'est peut-être une manœuvre patronale pour endormir la révolte des ouvriers.

PLOUDERMEAU

A Ploudermeau comme ailleurs, on se croirait en pleine occupation militaire : soldats, camions et engins militaires partout.

Un enfant a été écrasé par un camion de récupération de mazout et un autre a été blessé !

(Ces informations nous ont été communiquées par notre correspondant Fanch Le Gwen)

LES SOLDATS ISRAËLIENS ASSASSINENT LES JOURNALISTES

Au cours de l'agression israélienne du Sud-Liban il y a trois semaines, les israéliens ont assassiné deux journalistes palestiniens. C'est ce qu'a déclaré samedi à Beyrouth le rédacteur en chef de l'agence palestinienne Wafa. Les deux cameramen en mission et sans armes avaient été blessés, ils furent ensuite tués par les soldats israéliens qui ensuite profanèrent leurs cadavres.

LYON : DES NERVIS ÉVACUENT DALPHI METAL

Les ouvriers qui occupaient l'usine Dalphi-Metal à Bron, près de Lyon, ont été expulsés samedi vers 6 heures du matin. Ce sont des « nervis qui ont procédé à cette évacuation sous la protection de la police », qui n'est pas intervenue.

Cette usine, spécialisée dans la fabrication de volants pour les moteurs d'automobiles, était occupée depuis le 7 janvier, le personnel (159 personnes) s'opposant « au déménagement des machines », dans une nouvelle usine à Amplepuis (Rhône), à une cinquantaine de kilomètres de Lyon.

PREPARATIFS SOVIÉTO-CUBAINS D'INVASION DE L'ÉRYTHREE

Des soldats cubains encadrés par des experts soviétiques arrivent depuis deux semaines à Asmara et Massauah (sur la Mer Rouge), venant d'Ogaden, et se préparent à envahir l'Érythrée, affirme un communiqué du « Front de libération érythréen-forces populaires » rendu public samedi à Beyrouth.

Dans ce communiqué, le front précise que des escadrilles de « Mig » soviétiques basées notamment sur les aéroports d'Axoum et Mugely (province du Tigre) participeraient à l'attaque.

NICARAGUA : L'ARMÉE TIRE SUR DES MANIFESTANTS

Samedi, dans plusieurs villes du Nicaragua, des milliers d'étudiants ont manifesté pour protester contre la politique antipopulaire du gouvernement Somoza. L'armée a tiré sur un groupe d'étudiants à Jinotepe. L'un d'eux a été grièvement blessé.

PORTUGAL : CONTRE LA HAUSSE

Des augmentations allant de 10 à 40 pour cent des prix des produits faisant partie du « panier de la ménagère » s'ajoutant à celles des services publics, (entre 25 et 50 %) et des impôts (environ 15 %)

Quelques dizaines de milliers de personnes ont participé ce week-end dans différentes villes du Portugal à des manifestations contre les augmentations du coût de la vie.

BOMBE A NEUTRONS

Carter a décidé de différer la fabrication de bombes à neutrons. La raison qu'il a invoquée est l'attitude que prendra l'URSS « sa modération dans ses programmes d'armements conventionnels et nucléaires affectant la sécurité de l'Europe. »

Ce recul semble en fait être une reculade devant Brejnev. Ce dernier a de manière véhémement protesté contre la fabrication de cette bombe. Il est vrai qu'elle constitue une arme efficace contre les chars. La force russe sur le continent européen repose en partie sur la supériorité des 19 000 chars du Pacte de Varsovie face aux 6 000 chars de l'Otan.

La bombe à neutrons réduit donc de manière sensible la force des chars soviétiques. D'autre part, l'URSS vient récemment de pointer sur l'Europe des missiles porteurs de charges 200 fois plus puissantes que la bombe à neutrons.

TOURS TROP D'EAU AVAIT PASSÉ SOUS LE PONT

A un jour près, c'était une catastrophe meurtrière qu'aurait provoqué l'effondrement du pont qui enjambe la Loire à Tours. Dimanche matin, deux piliers du pont s'enfonçaient dans la Loire entraînant trois arches. Le pont était presque désert. Il n'empêche qu'un automobiliste n'a dû son salut qu'à un coup d'accélérateur opportun. Bilan : 60 m de pont détruit et 110 000 habitants privés d'eau pour plusieurs jours.

Chirac se rebiffe

Le congrès du RPR dimanche a centré ses travaux contre Giscard d'Estaing et sa politique intérieure et internationale. Tout d'abord, Chirac a réussi à faire passer les mesures excluant des instances dirigeantes du RPR les ministres et les membres du RPR qui ont des fonctions de responsabilité aux assemblées. Une telle mesure, comme cela est évident, vise à exclure Chaban-Delmas de la direction du RPR. Elle vise aussi ceux qui, comme Peyrefitte, collaborent de près avec Giscard et tous ceux qui, à l'avenir, pourraient être tentés de collaborer trop étroitement avec le président de la République. Enfin derrière ces « querelles de personnes », il y a des choix politiques en jeu que le congrès du RPR a aussi abordés.

Chirac et les chefs actuels du RPR ont donc, avec une certaine violence dans les propos et la dénonciation, dressé des garde-fous autour du RPR. Conscient du fait que les prochains débats à l'Assemblée nationale et que certaines échéances électorales allaient mettre à rude épreuve l'unité interne du RPR, Chirac a donc pris les devants après l'avertissement que constitue pour lui

l'échec de l'élection au premier tour de l'Assemblée nationale. En ouvrant le Comité central à tous les députés du RPR, Chirac veut, par la même occasion, avoir directement l'ensemble des parlementaires RPR sous sa coupe.

Ces mesures ont été approuvées à 92 % par les congressistes. L'opposition du RPR porte, en ce qui concerne les orientations in-

térieures, sur l'ouverture et sur tout ce qui peut aller dans ce sens (comme la proportionnelle par exemple). En effet, cette politique de Giscard vise à constituer une nouvelle majorité excluant le RPR. Or, les événements, et en particulier la rupture du Programme commun, semblent conférer à l'opération centrée de Giscard un certain avenir et certains députés du RPR pourraient de plus en plus se laisser séduire par cette perspective. D'où les attaques en règle contre la politique d'ouverture qui met en danger l'existence même du RPR comme parti influent de la bourgeoisie française.

Les attaques contre le régime présidentiel « à l'américaine » correspondent à ce fait que le RPR ne pèse plus désormais du même poids qu'auparavant dans les choix politiques de la bourgeoisie, bien qu'il constitue encore le parti de la droite le plus représenté à l'Assemblée.

D'où la polémique engagée par Chirac annonçant qu'il veut profiter de la victoire de la droite et finalement avoir droit de regard, sinon plus sur la politique et les décisions

puisque c'est le RPR, d'après lui, qui a fait gagner la majorité.

Sur le plan extérieur, il faut retenir du discours de Chirac et aussi de celui de Debré, les attaques contre la politique européenne de Giscard. Cette opposition s'est manifestée avec une outrance particulière dans le discours de Debré qui a dit n'accepter « aucune intégration, aucun alignement » et que la France ne devait pas se perdre dans l'Europe.

Chirac, quant à lui, refusait une Europe « soumise » à l'une des superpuissances, laissant entendre que cette superpuissance était les USA. Il y a là, dans le RPR, un jugement sur l'Europe allant dans le même sens que celui fait par le PCF.

Comme notre article sur la réunion européenne le montre, les mesures qui visent actuellement à renforcer l'unité européenne se font contre les USA, contrairement aux thèses de Chirac et du PCF aussi. L'Europe se fait en vérité aussi bien contre les USA que contre l'URSS.

Tels sont quelques points de divergences politiques fondamentaux qui opposent le RPR à Giscard.

L'Iran secoué par de grands soulèvements populaires

Pour la première fois depuis 25 ans, le régime fasciste du Shah est la cible d'un très puissant mouvement de luttes que la répression sauvage qui a fait des dizaines de morts n'a pu enrayer.

Au début de janvier, dans la ville de Qom, la police faisait 70 morts en tirant sur une manifestation étudiante. Quarante jours plus tard, à Tabriz, la troisième ville du pays, la police interdisait l'accès à la mosquée à des milliers de personnes venues rendre hommage à la mémoire des martyrs de Qom. L'armée intervenait contre eux et depuis des hélicoptères tiraient sur eux avec des mitrailleuses, faisant une centaine de morts et un millier de blessés. Le 31 mars, dans une quinzaine de villes de grandes manifestations avaient lieu pour célébrer le deuil des martyrs de Tabriz. La répression faisait une dizaine de morts.

Ce puissant mouvement populaire, qui dure depuis quatre mois malgré la barbarie de la répression touche les couches les plus larges du peuple d'Iran. Tout d'abord des ouvriers, des paysans qui sont les plus exploités : 200 000 paysans ont été chassés de leurs terres ces dernières années victimes de la « révolution blanche » du Shah qui a entraîné leur ruine et qui, en contre partie, a permis l'apparition de grandes exploitations capitalistes. Beaucoup de ces paysans sont devenus chômeurs. A côté des organisations révolutionnaires ou démocratiques, se trouve également un fort mouvement religieux islamique antiimpérialiste, le Mouvement de Libération de l'Iran, qui joue un rôle de premier plan

dans le développement des luttes populaires. Il est violemment pris à partie par la propagande officielle qui utilise son contenu religieux pour le taxer d'obscurantisme. Les étudiants jouent également un rôle important dans ces événements. Des fractions non négligeables de la bourgeoisie nationale, des écrivains, des juristes participent au mouvement.

La cible de la plupart de ces manifestations sont les banques et les sièges du Parti unique du Shah.

Aujourd'hui ces manifestations se poursuivent. Depuis le 11 mars, plusieurs centaines de prisonniers politiques ont engagé une grève de la faim à laquelle ils ont ajouté une grève de la soif.

Le pouvoir iranien a monté ces derniers temps une série d'attentats contre des personnalités de l'opposition, entre autres contre un dirigeant du Mouvement de l'Iran, contre un ancien ministre du Dr Mossadegh, un dirigeant du comité iranien pour la liberté et les droits de l'homme a été enlevé puis lâché dans un état très grave. Le gouvernement a organisé à Tabriz une démonstration pour faire croire qu'il était soutenu.

Tout ceci n'empêche pas le mouvement de se poursuivre. Il inaugure une ère nouvelle qui aboutira à la destruction de l'un des régimes les plus sanguinaires de la planète, soutenu par l'impérialisme US.

Une tentative de coup d'Etat échoue en Somalie

Une tentative de coup d'Etat en Somalie dont l'échec a été annoncé dimanche à Mogadiscio par le président somalien Barre, a eu lieu à peine un mois après le retrait de l'Ogaden des troupes régulières somaliennes et la fin du conflit entre la Somalie et l'Éthiopie.

Selon le chef d'Etat somalien, qui a annoncé l'échec de ce putsch dans un message radiodiffusé, cette tentative a eu lieu dans la

des soldats impliqués ou arrêtés, ni leur tendance politique.

« Il est regrettable, a poursuivi le général Barre, qu'après neuf ans d'orientation en vue de l'unité nationale, il existe encore au sein de notre société des agents qui cherchent à semer la destruction et à répandre le sang. »

Le général Siad Barre a d'autre part appelé la population à la vigilance contre



Par milliers, les Somaliens ont manifesté à Mogadiscio contre les Soviétiques. Sur la banderole « URSS socialiste en parole, mais nazie dans les actes ! ».

nuit de samedi à dimanche à quatre heures du matin, par un « groupe d'officiers et de soldats traités, qui a été immédiatement écrasé et repoussé par les valeureuses forces somaliennes ».

Le président Siad Barre a indiqué que les officiers arrêtés seraient traduits en justice. Il n'a pas précisé le nombre des officiers et

la « conspiration des puissances étrangères à multiples visages qui a pour but de démanteler la nation et l'unité somaliennes ».

Le chef de l'Etat somalien a conclu en affirmant qu'« aucune puissance malgré toutes les ruses du monde ne pourrait détruire l'unité et les aspirations nationales ».

**Abonnez-vous à
L'Humanité rouge
quotidien révolutionnaire
des travailleurs**